

Le dilemme américain des patrons français

L'appel d'Emmanuel Macron, la semaine dernière, était dans tous les esprits, hier à Bercy, relate Le Parisien. Alors que Marc Ferracci réunissait les représentants des filières industrielles françaises, les organisations patronales et syndicales, des parlementaires ou des élus, à l'occasion d'un CNI, le sujet du « patriotisme économique » s'est à nouveau invité dans le débat. « Il croit quoi, le président, **s'emporte le membre d'un comité de direction d'un grand groupe.** Qu'on va interrompre nos investissements, qui font parfois partie d'une stratégie mûrie pendant des années, comme ça, d'un claquement de doigts ? » Un autre renchérit : « D'autant que, même si on gelait nos investissements aux États-Unis, cela ne signifierait pas pour autant que les sommes économisées seraient réinjectées dans l'économie française ou européenne. **En diminuant nos investissements, on perd juste des parts de marché qui seront reprises par d'autres.** » Du côté de Bercy, on tente de déminer : « Il n'est évidemment pas question d'avoir un esprit de vengeance, ou d'être dans la revanche, confie-t-on dans l'entourage d'Éric Lombard. Il faut rester unis et garder son sang-froid, face à une situation extrêmement grave. » **Le gouvernement cherche notamment à dissuader les grands groupes de négocier en solo avec les États-Unis. Ou pire, de céder aux sirènes américaines - moins de taxes, une énergie trois fois plus abordable - en délocalisant de la production de l'autre côté de l'Atlantique.** » (Le Parisien, p.2)

Droits de douane : Bruxelles valide une première salve de représailles

Les Echos explique que les Vingt-Sept doivent approuver ce mercredi des droits de douane sur des exportations américaines d'un volume de quelque 20 milliards de dollars. Au total, la Commission a retiré un ensemble de produits pesant 6 milliards d'euros de son paquet d'origine, qui à l'arrivée totalise un peu plus de 20 milliards d'euros de marchandises. Il ne s'agit pas de la réponse européenne à la vaste offensive commerciale des droits « horizontaux » à 20 % que Donald Trump a annoncés le 2 avril. **L'UE veut prendre son temps, consulter les capitales et les industriels. Elle cherche surtout à obtenir une désescalade. L'Union craignant de servir de déversoir aux produits asiatiques privés de débouchés aux États-Unis,** la Commission va mettre en place une « task force » de surveillance des importations. Selon Les Echos, le Premier ministre chinois a assuré à Ursula von der Leyen qu'il veillerait à ne pas inonder le marché européen et chercherait à doper la demande intérieure chinoise (Les Echos, p.6)